

aspects statistiques

les organisations internationales à Genève
emplois, dépenses et réunions internationales en 1979-1980

n° 18
mars 81

SOMMAIRE

Page

1.	Les organisations internationales à Genève	1
1. 1.	Les emplois dans les organisations internationales	2
1. 2.	Les dépenses des organisations internationales	7
1. 3.	Les réunions internationales	11
2.	Les organisations gouvernementales en Suisse	12



résumé

Genève figure, avec Paris, Londres, Bruxelles, New York et Washington, parmi les plus importants centres mondiaux tant par le nombre d'organisations internationales qui s'y sont établies que par l'effectif de fonctionnaires internationaux qui y travaillent. Aussi, afin de suivre l'évolution de leur activité à Genève, le service cantonal de statistique adresse-t-il, chaque année, un questionnaire aux 14 organisations internationales gouvernementales et aux 10 principales non gouvernementales que compte le canton de Genève. C'est aux résultats de l'enquête effectuée au printemps 1980 que ce numéro des "Aspects statistiques" est consacré.

En avril 1980, les 24 organisations recensées totalisent 17 134 emplois, dont 4 sur 5 sont occupés par des étrangers. Moins des 2/3 des employés de ces organisations résident dans le canton de Genève (64,7 %), 5,9 % dans un autre canton suisse (Vaud pour l'essentiel) et 29,4 % habitent en France.

Les dépenses totales atteignent un montant de 1 627 millions de francs en 1979, ce qui représente, à titre de comparaison, 82,1 % des dépenses inscrites au compte de l'Etat (1 982 millions). A elle seule, la rémunération du personnel absorbe 66,2 % du budget total des organisations internationales.

Les 1 054 réunions et conférences internationales convoquées à Genève en 1979 ont accueilli plus de 65 000 délégués et experts, chiffre supérieur de 13,0 % à celui enregistré en 1978.

Le CERN, avec 34,6 % de l'emploi total et 37,7 % des dépenses, occupe une place prépondérante dans le secteur international genevois aux côtés des 8 organisations formant le Système des Nations Unies à Genève (ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT) qui participent pour la moitié à l'emploi total (50,0 %) et aux dépenses (49,6 %).

les organisations internationales à Genève

emplois, dépenses et réunions internationales en 1979-1980

Au printemps 1978, le service cantonal de statistique (SCS) réalisait une enquête auprès des principales organisations internationales localisées à Genève¹⁾. Dès l'année suivante, cette enquête remplaçait, en la complétant et en l'étendant à 24 organisations, celle effectuée jusqu'alors par l'office fédéral de la statistique (OFS) auprès des 4 principales organisations internationales gouvernementales ayant leur siège à Genève : ONU, BIT, OMS et CERN. Enfin, en 1980, les 3 organisations gouvernementales domiciliées à Berne et à Bâle répondaient pour la première fois au questionnaire élaboré conjointement par le SCS et l'OFS.

Le but de cette publication est donc de fournir les principaux résultats de l'enquête menée l'an dernier auprès des 17 organisations internationales gouvernementales²⁾ que compte la Suisse (14 à Genève, 2 à Berne et 1 à Bâle) et des 10 principales³⁾ organisations non gouvernementales établies à Genève. La première partie de ce cahier est consacrée aux organisations "genevoises" et porte sur les emplois (effectifs totaux, structure par origine et lieu de résidence des employés), les dépenses courantes et d'investissement effectuées par ces organisations pour leur activité dans notre canton et les réunions internationales (nombre de réunions, de séances de travail, de délégués et d'experts). Dans la seconde partie sont présentées quelques données chiffrées sur l'ensemble des organisations gouvernementales établies en Suisse.

Les trois domaines d'observation couverts par le questionnaire permettent ainsi de mesurer, chaque année, l'importance du rôle économique tenu par le secteur international à Genève et en Suisse, principalement au travers des emplois qu'il crée, des salaires distribués à des résidents dans notre pays et des commandes adressées à des entreprises suisses. En outre, les résultats de chaque enquête entrent également dans les calculs des comptes nationaux et de la balance suisse des revenus élaborés par l'OFS.

1. Les organisations internationales à Genève

L'Annuaire des organisations internationales⁴⁾ signale, pour l'année 1977, la présence en ville de Genève de 232 sièges principaux et secondaires d'organisa-

1) Les résultats de cette enquête ont été publiés sous le titre "Les organisations internationales à Genève en 1977-78", Aspects statistiques, No 9, décembre 1978.

2) Les organisations internationales gouvernementales bénéficient d'accords de siège avec le Conseil fédéral.

3) Principal selon le nombre d'emplois (sans appréciation qualitative !).

4) Publié par l'Union des Associations internationales à Bruxelles, Edition 16-18, 1980.

tions internationales¹⁾, ce qui place cette ville en sixième position après Paris (646), Bruxelles (562), Londres (511), New York (422) et Washington (244), alors qu'en 1972 Genève devançait encore les deux villes d'Amérique du Nord comme centre mondial des organisations internationales. Par pays la Suisse figure, avec 519 sièges principaux et secondaires, au cinquième rang, précédée par les USA (1670), la France (903), le Royaume-Uni (799) et la Belgique (702).

A Genève, l'enquête porte sur toutes les organisations gouvernementales, dont 8 appartiennent au Système des Nations Unies et sur les organisations non gouvernementales employant au moins 100 personnes (voir encadré ci-dessous).

ORGANISATIONS PARTICIPANT A L'ENQUETE

Organisations gouvernementales du Système des Nations Unies :

Office des Nations Unies (ONU), Bureau international du travail (BIT), Organisation mondiale de la santé (OMS), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Bureau international d'éducation (BIE), Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Autres organisations gouvernementales :

Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), Association européenne de libre échange (AELE), Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM)¹⁾, Union interparlementaire (UI), Organisation internationale de protection civile (OIPC), Association des pays exportateurs de minerais de fer (APEF).

Organisations non gouvernementales :

Comité international de la Croix-Rouge, Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, Conseil oecuménique des églises, Fédération luthérienne mondiale, Fondation de l'Ecole internationale de Genève, Association du transport aérien international, Institut Battelle, Organisation internationale de normalisation, Union européenne de radiodiffusion, Commission électrotechnique internationale.

1) Nouvelle dénomination dès 1981.

1.1. Les emplois dans les organisations internationales

Au 1er avril 1980 on dénombre dans les 14 organisations gouvernementales et les 10 principales organisations non gouvernementales plus de 17 000 postes de travail. En ajoutant à ce chiffre le personnel des consulats et des missions permanentes à Genève, on obtient un effectif total de près de 20 000 personnes pour le secteur international, soit environ 10 % de l'emploi global du canton.

1) Y compris les organisations qui sont simplement représentés auprès de l'ONU à Genève.

Tableau 1

EMPLOIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES A GENEVE, AU 1er AVRIL 1980

ORGANISATIONS	PERSONNES TITULAIRES D'UNE CARTE DE LEGITIMATION 1) OU PERSONNEL REGULIER 2)											AUTRES PERSONNES (3)	TOTAL	
	LIEUX DE RESIDENCE									TOTAL				
	Canton de Genève			Autres cantons			France			TOTAL				
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers			Total

Nombres absolus

Organisations internationales gouvernementales	1 561	5 430	6 991	124	448	572	170	3 538	3 708	1 855	9 416	11 271	3 504	14 775
Organisations internationales non gouvernementales 4)	733	907	1 640	92	128	220	17	205	222	842	1 240	2 082	277	2 359
Total	2 294	6 337	8 631	216	576	792	187	3 743	3 930	2 697	10 656	13 353	3 781	17 134

Répartition par type d'organisation, en o/oo

Organisations internationales gouvernementales	680,5	856,9	810,0	574,1	777,8	722,2	909,1	945,2	943,5	687,8	883,6	844,1	926,7	862,3
Organisations internationales non gouvernementales 4)	319,5	143,1	190,0	425,9	222,2	277,8	90,9	54,8	56,5	312,2	116,4	155,9	73,3	137,7
Total	1 000,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0

Répartition par lieu de résidence et origine, en o/oo

Organisations internationales gouvernementales	138,5	481,8	620,3	11,0	39,7	50,7	15,1	313,9	329,0	164,6	835,4	1 000,0		
Organisations internationales non gouvernementales 4)	352,1	435,6	787,7	44,2	61,5	105,7	8,1	98,5	106,6	404,4	595,6	1 000,0		
Total	171,8	474,6	646,4	16,2	43,1	59,3	14,0	280,3	294,3	202,0	798,0	1 000,0		

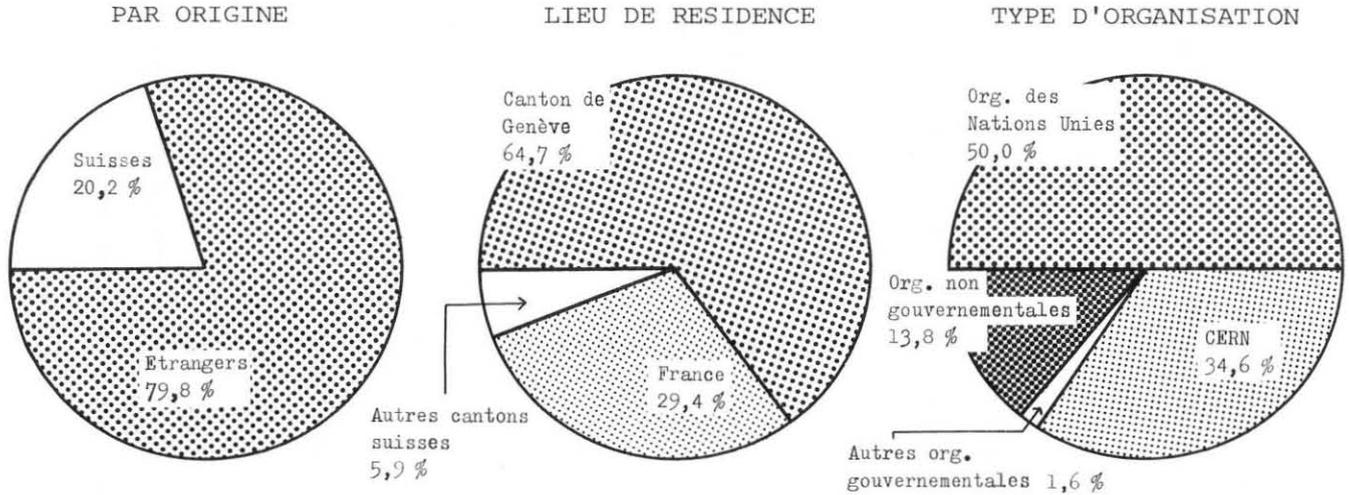
1) Pour les organisations gouvernementales.

2) Pour les organisations non gouvernementales.

3) Personnel temporaire, visiteurs, boursiers, attachés et consultants, personnel en prestation de service ou en régie, etc.

4) Dix principales organisations non gouvernementales établies à Genève en 1980.

STRUCTURE DE L'EMPLOI DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES A GENEVE
EN 1980



Les emplois dans les organisations gouvernementales

Les 14 775 emplois offerts pour les organisations gouvernementales en 1980 (+ 3,8 % par rapport à 1979) se répartissent de la manière suivante entre les différents organismes : 8 576 emplois pour le Système des Nations Unies (58,1 % du total), 5 929 pour le CERN (40,1 %) et 270 pour l'AEELE, le CIM, l'UI, l'OIPC et l'APEF (1,8 %). Entre 1979 et 1980, les effectifs totaux de 8 organisations ont enregistré des hausses comprises entre + 1,2 % et + 28,0 %, ceux de 5 autres ont accusé des baisses situées entre - 0,8 % et - 13,2 % et celui d'une autre est resté stable.

Si d'une année à l'autre l'effectif des fonctionnaires¹⁾ n'a que peu varié, passant de 11 307 à 11 271 (- 0,3 %), on constate un fort accroissement pour les autres personnes occupées (+ 19,7 %), principalement au CERN où le nombre de visiteurs, boursiers et attachés a presque doublé en 12 mois.

La répartition des fonctionnaires selon leur origine et leur lieu de résidence figure dans le tableau 3. En moyenne, près d'un employé sur 6 est d'origine suisse, cette proportion étant dépassée dans la plupart des organisations à l'exception des deux plus importantes, l'ONU et le CERN, qui ne comptent respectivement que 11,7 % et 14,5 % de fonctionnaires suisses et de l'APEF où ne travaillent que des étrangers. En comparant les résultats de 1978 à ceux de 1980 on remarque, aussi bien pour les Suisses que les étrangers, une préférence toujours plus marquée pour la France et le canton de Vaud en ce qui concerne leur lieu d'habitation. En effet, entre ces deux dates, la part des résidents dans le canton de Genève a diminué de 3,1 % (de 65,1 % à 62,0 %) au profit du reste de la Suisse (+ 0,8 %) et de la France voisine (+ 2,3 %). Sans tenir compte du

1) Ensemble des personnes titulaires d'une carte de légitimation délivrée par la Mission suisse près les organisations internationales à Genève.

Tableau 2

NOMBRE D'EMPLOIS AU SIEGE DE GENEVE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
GOUVERNEMENTALES, AU 1er AVRIL 1980

ORGANISATION	PERSONNES TITULAIRES D'UNE CARTE DE LEGITIMATION												AUTRES PERSONNES (1)	TOTAL
	LIEUX DE RESIDENCE									TOTAL				
	Canton de Genève			Autres cantons			France			TOTAL				
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total		
ONU	326	1 965	2 291	16	128	144	25	667	692	367	2 760	3 127	587	3 714
BIT	208	772	980	14	58	72	23	270	293	245	1 100	1 345	279	1 624
OMS	215	689	904	27	91	118	17	269	286	259	1 049	1 308	145	1 453
UIT	165	299	464	15	30	45	10	125	135	190	454	644	144	788
OMM	47	181	228	7	9	16	5	42	47	59	232	291	40	331
OMPI	50	132	182	-	3	3	3	58	61	53	193	246	21	267
BIE	11	14	25	-	1	1	-	6	6	11	21	32	1	33
GATT	45	138	183	7	15	22	6	82	88	58	235	293	73	366
CERN	432	1 123	1 555	34	103	137	80	1 996	2 076	546	3 222	3 768	2 161	5 929
AELE	28	29	57	4	9	13	1	3	4	33	41	74	10	84
CIM	27	69	96	-	-	-	-	17	17	27	86	113	38	151
UI	5	10	15	-	1	1	-	2	2	5	13	18	5	23
OIPC	2	3	5	-	-	-	-	1	1	2	4	6	*	6
APEF	-	6	6	-	-	-	-	-	-	-	6	6	-	6
ENSEMBLE DES ORGANISATIONS	1 561	5 430	6 991	124	448	572	170	3 538	3 708	1 855	9 416	11 271	3 504	14 775

1) Personnel temporaire, visiteurs, boursiers, attachés et consultants, personnel en prestation de service ou en régie, etc.

Tableau 3

REPARTITION DES EMPLOIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES GOUVERNEMENTALES,
PAR LIEU DE RESIDENCE ET ORIGINE, AU 1er AVRIL 1980

°/oo

ORGANISATION	PERSONNES TITULAIRES D'UNE CARTE DE LEGITIMATION											
	LIEUX DE RESIDENCE									TOTAL		
	Canton de Genève			Autres cantons			France			TOTAL		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
ONU	104,3	628,4	732,7	5,1	40,9	46,0	8,0	213,3	221,3	117,4	882,6	1 000,0
BIT	154,7	574,0	728,7	10,4	43,1	53,5	17,1	200,7	217,8	182,2	817,8	1 000,0
OMS	164,4	526,7	691,1	20,6	69,6	90,2	13,0	205,7	218,7	198,0	802,0	1 000,0
UIT	256,2	464,3	720,5	23,3	46,6	69,9	15,5	194,1	209,6	295,0	705,0	1 000,0
OMM	161,5	622,0	783,5	24,1	30,9	55,0	17,2	144,3	161,5	202,8	797,2	1 000,0
OMPI	203,2	536,6	739,8	-	12,2	12,2	12,2	235,8	248,0	215,4	784,6	1 000,0
BIE	343,7	437,5	781,2	-	31,3	31,3	-	187,5	187,5	343,7	656,3	1 000,0
GATT	153,6	471,0	624,6	23,9	51,2	75,1	20,5	279,8	300,3	198,0	802,0	1 000,0
CERN	114,7	298,0	412,7	9,0	27,3	36,3	21,2	529,8	551,0	144,9	855,1	1 000,0
AELE	378,4	391,9	770,3	54,0	121,6	175,6	13,5	40,6	54,1	445,9	554,1	1 000,0
CIM	238,9	610,7	849,6	-	-	-	-	150,4	150,4	238,9	761,1	1 000,0
UI	277,8	555,6	833,4	-	55,5	55,5	-	111,1	111,1	277,8	722,2	1 000,0
OIPC	333,3	500,0	833,3	-	-	-	-	166,7	166,7	333,3	666,7	1 000,0
APEF	-	1 000,0	1 000,0	-	-	-	-	-	-	-	1 000,0	1 000,0
ENSEMBLE DES ORGANISATIONS	138,5	481,8	620,3	11,0	39,7	50,7	15,1	313,9	329,0	164,6	835,4	1 000,0

CERN, dont plus de la moitié des fonctionnaires résident sur France (55,1 %), la répartition selon le domicile donne 72,4 % de résidents dans le canton (- 3,4 % par rapport à 1978), 5,8 % dans le reste de la Suisse (+ 0,8 %) et 21,8 % en France (+ 2,6 %).

Tableau 4

NOMBRE DE FONCTIONNAIRES DANS LES ORGANISATIONS GOUVERNEMENTALES
A GENEVE, DEPUIS 1976

ORGANISATION	1976	1977	1978		1979		1980	
	oct. ¹⁾	oct. ¹⁾	avril ²⁾	sept. ¹⁾	avril ²⁾	sept. ¹⁾	avril ²⁾	sept. ¹⁾
Organisations du Système des Nations Unies	7 238	7 190	7 218	7 278	7 252	7 373	7 286	7 413
CERN	4 093	3 937	3 853	3 961	3 839	4 048	3 768	3 792
Autres organisations	219	226	225	235	216	213	217	219
T O T A L	11 550	11 353	11 296	11 474	11 307	11 634	11 271	11 424

1) Enquête de la Mission Suisse.

2) Enquête du SCS et de l'OFS.

Au cours des cinq dernières années l'emploi s'est stabilisé dans les organisations gouvernementales, comme le soulignent les écarts qui, entre deux relevés consécutifs, n'ont jamais été inférieur à - 363 ou supérieur à + 327. L'évolution quinquennale depuis 1965 est très contrastée puisque l'effectif des fonctionnaires a augmenté de 3 317 entre 1965 et 1970 (+ 52,0 %), de 1 747 entre 1970 et 1975 (+ 18,0 %) et a légèrement diminué depuis lors (- 14 unités ou - 0,1 %).

Sur 100 fonctionnaires des organisations gouvernementales, 65 travaillent dans l'un des organismes de la famille des Nations Unies, 33 au CERN et 2 dans l'une des 5 autres organisations.

Les emplois dans les organisations non gouvernementales

Les 10 principales organisations internationales non gouvernementales localisées dans notre canton totalisent, en avril 1980, 2 359 emplois, soit 2,0 % de moins qu'en avril 1979. Quatre de ces organisations occupent plus de 300 personnes, une en compte 240 alors que l'effectif des 5 plus petites varie entre 100 et 170 personnes.

2 082 employés travaillent de façon régulière dans ces organisations, ce qui représente 88,3 % de l'emploi total. En douze mois, l'effectif des étrangers a diminué de 7,9 % tandis que celui des Suisses, qui est en hausse dans 6 organisations et stable dans une septième, a enregistré une croissance globale de 7,3 %.

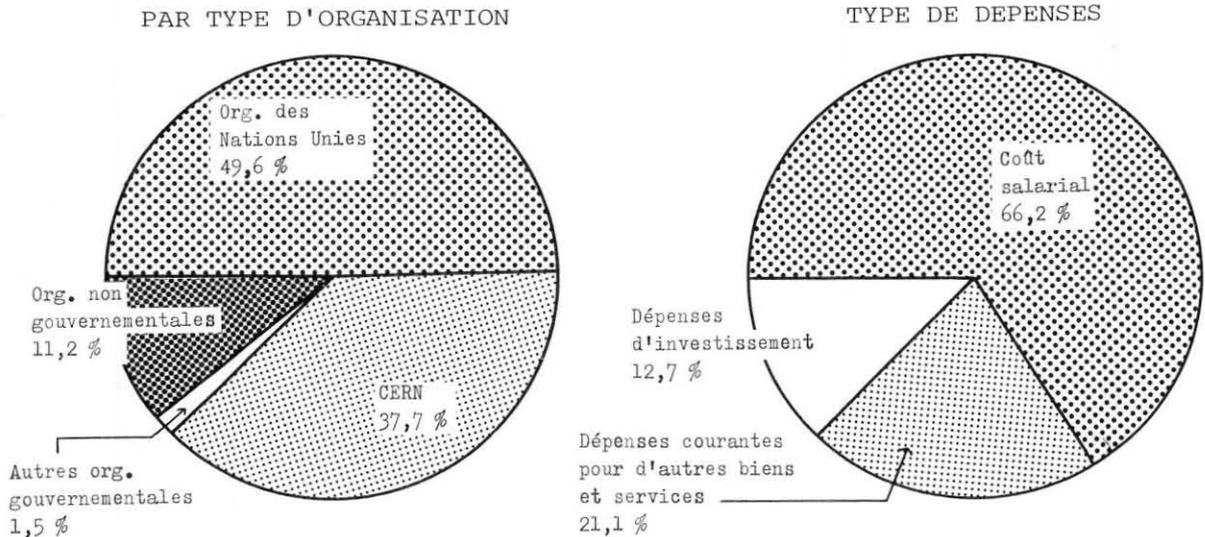
La répartition Suisse-étrangers s'établit à 40,4 % - 59,6 % contre, rappelons-le, 16,5 % - 83,5 % dans les organisations gouvernementales. Environ 4/5 du personnel résident dans le canton de Genève (78,8 %), les autres personnes se partageant entre le canton de Vaud et la France (10,6 % pour chacune des 2 régions).

1.2. Les dépenses des organisations internationales

En 1979 les dépenses totales des 24 organisations internationales pour leur activité à Genève dépassent 1,6 milliard de francs, soit une progression de 0,8 % par rapport à 1978. Cette faible hausse résulte d'une augmentation des dépenses courantes de 3,6 % et d'une baisse des dépenses d'investissement de 14,8 %, ces dernières ne représentant plus que le 1/8 du total des dépenses. Le coût salarial total¹⁾ absorbe près des 2/3 du budget total de l'ensemble des organisations, proportion atteinte ou dépassée par 18 organisations sur 23 (les dépenses d'une organisation gouvernementale n'ont pas été communiquées).

Parmi les 5 organisations qui font exception figure le CERN, dont la structure des dépenses s'écarte notablement de celle des autres organismes avec une part importante consacrée aux dépenses d'investissement et aux dépenses courantes pour d'autres biens et services. Ces dernières comprennent, en particulier, les achats de matériel de bureau, la consommation d'énergie, les frais de poste et de téléphone et les loyers payés.

STRUCTURE DES DEPENSES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES A GENEVE EN 1979



1) Le coût salarial recouvre tous les versements, directs ou indirects, effectués et tous les avantages fournis par l'organisation au titre de la rémunération de ses salariés.

Tableau 5

DEPENSES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES, EN 1978 ET 1979

DEPENSES (en milliers de F)	1978 ¹⁾				1979 ²⁾				Variations 1978-79 en %		
	Organis. gouvernem.	Organ. non gouvernem.	Total	En %	Organis. gouvernem.	Organ. non gouvernem.	Total	En %	Organis. gouvernem.	Organ. non gouvernem.	Total
DEPENSES COURANTES	1 192 847	178 881	1 371 728	85,0	1 244 685	175 932	1 420 617	87,3	+ 4,3	- 1,6	+ 3,6
1. Coût salarial total	915 241	137 488	1 052 729	65,2	943 520	133 772	1 077 292	66,2	+ 3,1	- 2,7	+ 2,3
1.1. Salaires nets	740 026	101 272	841 298	52,1	761 280	96 713	857 993	52,7	+ 2,9	- 4,5	+ 2,0
1.2. Contributions sociales à la charge des salariés	60 630	11 995	72 625	4,5	63 370	12 367	75 737	4,7	+ 4,5	+ 3,1	+ 4,3
1.3. Contributions sociales à la charge de l'employeur	114 585	24 221	138 806	8,6	118 870	24 692	143 562	8,8	+ 3,7	+ 1,9	+ 3,4
2. Dépenses courantes pour d'autres biens et services	277 606	41 393	318 999	19,8	301 165	42 160	343 325	21,1	+ 8,5	+ 1,9	+ 7,6
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	234 402	7 850	242 252	15,0	199 881	6 548	206 429	12,7	-14,7	- 16,6	- 14,8
1. Achats de biens d'équipement	164 307	4 177	168 484	10,4	152 316	4 251	156 567	9,6	- 7,3	+ 1,8	- 7,1
2. Dépenses de construction	70 095	3 673	73 768	4,6	47 565	2 297	49 862	3,1	-32,1	- 37,5	- 32,4
2.1. Nouvelles constructions	70 095	3 544	73 639	4,6	47 565	2 297	49 862	3,1	-32,1	- 35,2	- 32,3
2.2. Achats d'immeubles existants	-	129	129	0,0	-	-	-	-	-	-100,0	-100,0
2.3. Achats de terrains non bâtis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DEPENSES	1 427 249	186 731	1 613 980	100,0	1 444 566	182 480	1 627 046	100,0	+ 1,2	- 2,3	+ 0,8

1) Résultats définitifs révisés pour 14 organisations gouvernementales et 10 non gouvernementales.

2) Résultats provisoires jusqu'à la publication des résultats de l'année suivante pour 14 organisations gouvernementales et 10 non gouvernementales.

Les dépenses des organisations gouvernementales

Sur un montant global de dépenses proche du milliard et demi de francs suisses en 1979, 1 245 millions sont affectés aux dépenses courantes (86,2 % du total) et 200 millions aux dépenses d'investissement (13,8 %), dont 190 pour le CERN.

Les dépenses de 8 organisations ont progressé entre 1978 et 1979 et celles des 5 autres ont diminué, l'amplitude des variations allant de - 8,1 % à + 12,9 %. Les dépenses courantes, pour lesquelles 11 organismes sur 13 annoncent des montants supérieurs à ceux de l'année précédente, ont augmenté de 4,3 %, soit un taux supérieur à la hausse annuelle moyenne de l'indice genevois des prix à la consommation (+ 3,7 %).

Avec 42,5 % des dépenses totales effectuées, la part du CERN reste prépondérante même si elle a reculé de 2,2 % en un an. Les 8 organisations du Système des Nations Unies prennent plus de la moitié du budget total des organisations gouvernementales et leur participation passe de 53,5 % en 1978 à 55,8 % en 1979.

Le tableau 6 présente pour les différents postes de dépenses la part qui revient à la Suisse. Celle-ci est estimée, pour l'ensemble des dépenses, à 855 millions de francs en 1979, soit 59,2 % du total. Plus de 70 % des salaires nets versés le sont à des résidents en Suisse, un tiers des contributions sociales sont perçues par des organismes assureurs suisses et 72,2 % des achats courants pour d'autres biens et services sont effectués auprès d'entreprises suisses. Pour les dépenses d'investissement, un dixième des achats de biens d'équipement et la moitié des dépenses de construction sont faites en Suisse.

Tableau 6

DEPENSES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES GOUVERNEMENTALES
REVENANT A LA SUISSE EN 1978 ET 1979 (estimation)

DEPENSES	1978		1979	
	Dépenses en milliers de F.	En % du total de la rubrique	Dépenses en milliers de F.	En % du total de la rubrique
DEPENSES COURANTES	780 520	65,4	813 675	65,4
1. Salaires nets versés à des résidents en Suisse	533 496	72,1	534 473	70,2
2. Contributions sociales versées à des organismes assureurs en Suisse	54 379	31,0	61 724	33,9
3. Dépenses courantes pour d'autres biens et services effectuées en Suisse	192 645	69,4	217 478	72,2
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	66 196	28,2	41 064	20,5
1. Achats de biens d'équipement en Suisse	26 803	16,3	16 200	10,6
2. Dépenses de construction revenant à la Suisse	39 393	56,2	24 864	52,3
TOTAL DES DEPENSES	846 716	59,3	854 739	59,2

La rétrospective des dépenses des organisations gouvernementales fait ressortir la diminution continuelle des dépenses d'investissement à partir de 1974, ce qui a entraîné une profonde modification dans la structure des dépenses totales, la part des dépenses courantes passant de 71,8 % en 1974 à 86,2 % en 1979. Au cours de cette période les dépenses courantes ont augmenté de 36,9 % (+ 6,5 % en rythme annuel moyen) pendant que les investissements reculaient de 44,0 %. La chute des investissements marque la fin de l'expansion "physique" des organisations gouvernementales à Genève, que seules pourraient stopper, si elles se réalisaient, la construction par le CERN d'un nouvel accélérateur de particules (le LEP) dans la région franco-genevoise et celle, sur proposition des autorités genevoises, de deux bâtiments internationaux prévus pour le BIE et le CIM.

Tableau 7

DEPENSES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES GOUVERNEMENTALES, DEPUIS 1974

DEPENSES (en milliers de F.)	1974	1975	1976	1977 ¹⁾	1978	1979
DEPENSES COURANTES ²⁾	909 469	989 371	1 063 656	1 184 372	1 192 847	1 244 685
1. Coût salarial total	714 843	773 688	815 824	895 117	915 241	943 520
2. Dépenses courantes pour d'autres biens et services	194 626	215 683	247 832	289 255	277 606	301 165
DEPENSES D'INVESTISSEMENT ³⁾	357 086	338 876	315 267	252 375	234 402	199 881
1. Achats de biens d'équipement	233 582	204 114	222 090	198 048	164 307	152 316
2. Dépenses de construction	123 504	134 762	93 177	54 327	70 095	47 565
TOTAL DES DEPENSES	1 266 555	1 328 247	1 378 923	1 436 747	1 427 249	1 444 566

1) A partir de 1977, résultats des enquêtes exhaustives.

2) Estimations pour les années 1974 à 1976.

3) Dépenses de l'ONU, du BIT, de l'OMS et du CERN pour les années 1974 à 1976.

Les dépenses des organisations non gouvernementales

Les dépenses totales des 10 principales organisations non gouvernementales s'élèvent à 182,5 millions de francs en 1979, soit une diminution de 2,3 % par rapport à 1978 due aux reculs conjugués des dépenses courantes (- 1,6 %) et des investissements (- 16,6 %). D'une année à l'autre 5 organisations ont enregistré des baisses de leurs dépenses qui, globalement, ont passé de 110,0 à 90,4 millions de francs (- 17,9 %), alors que pour les 5 autres elles ont augmenté de 76,7 à 92,1 millions de francs (+ 20,1 %). Les dépenses d'investissement ne représentent plus que 3,6 % du total des dépenses, dont près des 3/4 sont affectés à la rémunération du personnel.

1.3. Les réunions internationales

Plus de 65 000 délégués et experts ont participé, en 1979, aux 1 511 réunions et conférences convoquées à Genève par les 24 organisations internationales. 83,4 % des congressistes ont assisté aux réunions des organisations du Système des Nations Unies, 3,4 % à celles des autres organisations gouvernementales et 13,2 % à celles des organisations non gouvernementales. 13 organisations dénombrent des effectifs de délégués plus élevés qu'en 1978, l'augmentation totale se chiffrant à 13,0 %. Avec respectivement 25 000 et 10 900 congressistes participant à leurs réunions, l'ONU et le GATT ont accueilli plus de la moitié des délégués (54,8 %) lors des 548 sessions internationales qu'ils ont tenues en 1979.

Tableau 8

REUNIONS INTERNATIONALES A GENEVE, EN 1978 ET 1979

ORGANISATION	Nombre de réunions internationales		Nombre de séances tenues		Nombre total de délégués et d'experts	
	1978	1979	1978	1979	1978	1979
Organisations du Système des Nations Unies	901	968	13 302	12 998	48 939	54 659
dont ONU	330	340	7 631	6 893	25 000	25 000
Autres organisations gouvernementales	73	86	369	389	1 338	2 214
Dix principales organisations non gouvernementales	470	457	1 339	1 436	7 705	8 656
TOTAL GENERAL	1 444	1 511	15 010	14 823	57 982	65 529

L'impact des réunions internationales sur l'économie locale a été remarquablement mis en évidence au mois de septembre 1979 lorsque Genève a accueilli la 3e exposition mondiale des télécommunications (TELECOM 79) et que simultanément l'UIT tenait son Forum mondial des télécommunications (2 300 délégués) et sa Conférence administrative mondiale des radiocommunications (1 100 participants). Après TELECOM 71 (70 000 visiteurs) et TELECOM 75 (102 000) TELECOM 79, à laquelle ont participé 600 exposants de 42 pays, a reçu 166 000 visiteurs et l'on estime à 150 000 le nombre de nuitées qu'elle a procuré à l'infrastructure hôtelière de Genève et de la région voisine dans un rayon de 80 kilomètres.

Durant ce mois de septembre les 169 établissements hôteliers du canton ont comptabilisé 237 569 nuitées - chiffre qui n'a été dépassé qu'à trois reprises au cours des années 1975-79¹⁾ - et le taux d'occupation des lits disponibles s'est élevé à 56,9 %, les moyennes mensuelles de 1979 s'établissant à 177 149 nuitées et à 42,2 % pour le taux d'occupation. Parallèlement, l'aéroport de Cointrin a compté, au titre du trafic commercial, une affluence record de 455 652 passagers, supérieure de 17,3 % à la moyenne de l'année.

1) En août 1975, août et septembre 1977.

2. Les organisations gouvernementales en Suisse

En plus de Genève, trois autres villes suisses figurent dans la liste des 30 principaux centres mondiaux par le nombre de sièges principaux et secondaires d'organisations internationales : Zurich (95 organisations, au 8e rang), Bâle (43 organisations, au 20e rang) et Berne (32 organisations, au 27e rang)¹⁾. Dans ces deux dernières villes sont domiciliées 3 organisations gouvernementales, à savoir la Banque des règlements internationaux (BRI), créée en 1930 et établie à Bâle, l'Union postale universelle (UPU), fondée en 1874 à Berne, institution spécialisée de l'ONU depuis 1948 et, enfin, l'Office central des transports internationaux par chemins de fer (OCTI), également fondée à Berne mais en 1890. Les principales données chiffrées se rapportant à ces 3 organisations sont présentées et brièvement commentées ci-dessous.

L'effectif du personnel se monte à 505 au 1er avril 1980, dont 462 fonctionnaires (91,5 % du total) titulaires d'une carte de légitimation. Parmi les fonctionnaires on dénombre 44,2 % de Suisses, proportion nettement plus élevée que celle constatée dans les organisations gouvernementales établies à Genève (16,5 %) et seulement 1,1 % de résidents hors de Suisse. La part de la BRI, de l'UPU et de l'OCTI dans l'ensemble des organisations gouvernementales en Suisse s'élève à 3,3 % pour l'emploi total et à 3,9 % pour le nombre de fonctionnaires.

Les dépenses des 3 organisations s'élèvent à 76 millions de francs en 1979, soit le 5 % des dépenses totales des 17 organisations gouvernementales localisées en Suisse. Sur ce montant, presque entièrement affecté aux dépenses courantes, les 95,3 % sont revenus à la Suisse.

Enfin, dans le domaine des réunions internationales, 2 126 délégués et experts ont participé, en 1979, aux 50 réunions convoquées par la BRI, l'UPU et l'OCTI.

Tableau 9

EMPLOIS AU 1er AVRIL 1980

Fonctionnaires	462
- Suisses	204
- Etrangers	258
Autres personnes	43
TOTAL	505

Tableau 10

DEPENSES EN 1979 (en milliers de F)

Dépenses courantes	74 524
- Coût salarial	55 252
- Dépenses courantes pour d'autres biens et services	19 272
Dépenses d'investissement	1 186
- Achats de biens d'équipement	1 125
- Dépenses de construction	61
TOTAL DES DEPENSES	75 710

1) Renseignements tirés de l'Annuaire des organisations internationales, op. cit.

Collection "Aspects statistiques"

Déjà paru :

- No 1 — Programme 1977-1981 des investissements publics à Genève (Février 1977, 35 pages, prix : 4 F.)
- No 2 — Les locaux commerciaux vacants au 1er décembre 1976 dans le canton de Genève (Mars 1977, 7 pages, prix : 3 F.)
- No 3 — Le secteur public à Genève. Analyse descriptive selon le recensement fédéral des entreprises de septembre 1975. (Extraits du volume No 1 paru dans la collection "Etudes", Mai 1977, 84 pages, prix : 5 F.)
- No 4 — Dépenses pour les constructions dans le canton de Genève en 1976 et 1977 (Mai 1977, 21 pages, prix : 4 F.)
- No 5 — Evolution de l'emploi à Genève depuis 1973 (Juin 1977, 28 pages, prix : 4 F.)
- No 6 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1er décembre 1977. (Février 1978, 61 pages, prix : 5 F.)
- No 7 — Dépenses pour les travaux de construction en 1977 et 1978 à Genève (Avril 1978, 32 pages, prix : 4 F.)
- No 8 — Recensement fédéral des entreprises 1975 à Genève (Juin 1978, 60 pages, épuisé.)
- No 9 — Les organisations internationales à Genève en 1977-1978. Emplois, dépenses et réunions internationales (Décembre 1978, 44 pages, prix : 4 F.)
- No 10 — Francs suisse et économie genevoise. Quelques considérations générales sur l'évolution du cours du franc suisse; enquête auprès d'un échantillon d'entreprises; tourisme et hôtellerie (Janvier 1979, 52 pages, prix : 4 F.)
- No 11 — Perspectives d'évolution de la population du canton de Genève. Edition 1979 (Février 1979, 56 pages, prix : 5 F.)
- No 12 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1er décembre 1978 (Février 1979, 56 pages, prix : 5 F.)
- No 13 — Dépenses pour les travaux de construction en 1978 et 1979 à Genève (Mai 1979, 28 pages, prix : 4 F.)
- No 14 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1er décembre 1979 (Mars 1980, 51 pages, prix : 5 F.)
- No 15 — Evolution de l'emploi à Genève (Mai 1980, 80 pages, prix : 5 F.)
- No 16 — La dépendance économique des entreprises du canton de Genève. Analyse par type et degré de dépendance, région et branche économique (Octobre 1980, 31 pages, prix : 5 F.)
- No 17 — Evolution des prix à la consommation. Bilan 1980 et perspectives 1981 pour Genève (Février 1981, 12 pages, prix : 5 F.)
- No 18 — Les organisations internationales à Genève. Emplois, dépenses et réunions internationales en 1979-1980 (Mars 1981, 12 pages, prix : 5 F.)
 - Résultats des votations et élections à Genève (Publication annuelle, disponible depuis 1977, prix du numéro : 5 F.)

Prochaine publication:

- No 19 — Les logements inoccupés et les logements commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1er décembre 1980 (16 pages, prix : 5 F.)

Rédaction, commandes et envoi :

Service cantonal de statistique, 8, rue du 31-Décembre
Tél. (022) 36 14 00

Case postale 306, 1211 Genève 6
Compte de chèques : 12 - 6310